



Défense : durer et vaincre dans un conflit de haute intensité

L'érosion accélérée des équipements et des personnels dans un engagement de longue durée nécessite de disposer d'un volume conséquent de forces et d'une capacité suffisante de renouvellement.

Ce thème a été abordé lors d'une conférence-débat organisée, le 16 janvier 2020 à Paris, par l'association Les Jeunes IHEDN. Y sont intervenus : le colonel (er) et écrivain Michel Goya ; Nicolas Maldera, chercheur associé au Centre de doctrine et d'enseignement du commandement de l'armée de terre et contributeur à la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques.

Evolution du modèle d'armée. L'emploi de la force légitime vise à rétablir un ordre géopolitique face à un ennemi désigné, rappelle le colonel Goya. Mais la France a engagé des opérations militaires sans ennemi déclaré, comme au Liban depuis 1978 où l'attentat terroriste de 1983 a causé la mort de 58 soldats français de la Force multinationale de la sécurité de Beyrouth. A la fin de la guerre d'Algérie (1962), son modèle d'armée repose sur : la dissuasion nucléaire, face à un ennemi étatique majeur menaçant ses intérêts vitaux ; un corps conventionnel de bataille renforcé par la mobilisation pour montrer sa détermination ; une petite force de militaires professionnels déployée en opérations extérieures (Opex). Ces

dernières, liées à la personnalité du président de la République, chef des armées, consistent à s'engager facilement en prenant le moins de risques possibles, pour limiter le nombre de morts, par l'appui aux forces armées locales alliées et l'emploi de l'arme aérienne contre leur ennemi. Cette conception stratégique exclut l'hypothèse d'une guerre longue contre les forces du Pacte de Varsovie (1955-1991). Or la sécurisation du Sud du Tchad (1969) a engagé 2.500 soldats professionnels pendant trois ans avec 2.000-4.000 hommes en réserve. Dans les années 1980, l'Iran a attaqué la France au Liban et commis des attentats terroristes à Paris, jusqu'au remboursement des fonds avancés par le Shah en 1974. Simultanément, a eu lieu l'opération, réussie, de dissuasion conventionnelle « Manta » (1983-1984) au Tchad contre la Libye. La guerre du Golfe (1990-1991) a mobilisé 12.000 soldats professionnels, considérés comme une force secondaire de la coalition internationale contre l'Irak. Cela a conduit à porter les effectifs professionnalisés à 50.000 personnels. Après la dissolution du pacte de Varsovie, les programmes d'armement majeurs sont maintenus pour éviter une crise industrielle. En 2002, la suspension de la conscription, vivier de soldats à faible coût et de réservistes, supprime toute capacité de montée en puissance. La crise financière de 2008 entraîne la suppression de 80.000 postes dans les armées, dont les effectifs projetables en Opex sont réduits à 30.000 personnels. La création de bases de défense provoque un désordre administratif, estime le colonel Goya. En 2013, le contrat pour les Opex est ramené à 15.000 personnels et 45 avions, à peu près comme lors de la guerre du Golfe. Des « trous capacitaires » perdurent en matière de ravitaillement en vol et de renseignement, créant une dépendance stratégique à l'égard des Etats-Unis. Les armées sont utilisées de façon dispersée lors des opérations « Serval » (2013), au Mali, « Chammal » (depuis 2014), en Irak et Syrie, et « Sangaris » (2013-2016) en Centrafrique. Pour rassurer l'opinion publique française après les attentats de 2015, l'opération « Sentinelle » de protection de la population française mobilise 7.000 personnels, effectif porté à 10.000 en cas de besoin. Elle entame une remontée en puissance des armées, confortée par la loi de programmation militaire 2019-2025. Le modèle d'armée actuel permet des opérations « coup de poing » ou des raids aériens et dispose d'une capacité d'intervention forte contre des organisations armées. Mais pour dissuader un adversaire majeur dans la durée, le colonel Goya préconise : une 1ère Armée avec de gros effectifs mobilisables, moins chers que des militaires professionnels, et disposant de centaines de milliers de réservistes ; une Force de réaction rapide, composée uniquement de professionnels, pour intervenir n'importe où ; une adaptation des

moyens à l'ennemi, pas nécessairement avec les équipements les plus sophistiqués. A titre indicatif, pendant la guerre du Golfe, la force américaine comptait 40 % de réservistes. L'opération « Barkhane » au Sahel coûte 600 M€/an pour 300 combattants adverses, soit 2 M€/djihadiste. L'hélicoptère de manœuvre NH90 est utilisé contre des pickups armés, alors qu'il a été conçu pour affronter les troupes du Pacte de Varsovie. L'opinion publique française, prête à assumer des pertes considérables pendant la guerre froide (1947-1991), s'est déclarée en faveur de la guerre du Golfe et a eu une vision claire de l'opération « Serval ». Mais pour un conflit mal perçu, les pertes sont considérées comme inutiles (Afghanistan, 2001-2014) ou difficiles à expliquer (Sahel depuis 2014).

« **Soutenabilité** » **des opérations**. L'engagement opérationnel implique de vaincre dans le temps imparti et de dépenser suffisamment de ressources pour imposer sa volonté politique à l'adversaire, explique Nicolas Maldera. Le seuil de « soutenabilité » est atteint quand la capacité militaire engagée égale celle de son renouvellement. Il faut avoir usé l'adversaire ou devoir subir une érosion de son propre capital opérationnel, car les ressources vont finir par manquer. Le scénario d'un engagement majeur, contre un ennemi étatique ou non et juste au-dessous du seuil de l'emploi de l'arme nucléaire, retient un effectif de 17.600 personnels terrestres. La durée de cet engagement se répartit en 6 mois de montée en puissance, 6 mois pour l'intervention elle-même, 6 mois de désengagement et 24 mois de remise en condition opérationnelle. Pour un soldat au combat, il faut compter un autre à l'entraînement et un troisième en reconditionnement. Entre 1989 et 2017, l'armée de Terre a vu le nombre de ses chars divisé par 5, celui de ses canons par 3 et celui de ses hélicoptères par 2,5. Son transport stratégique dépend des avions gros porteurs ukrainiens ou russes. La France a négligé les programmes d'équipements intermédiaires, qui manquent aujourd'hui. Toutefois, le programme Scorpion va reconstituer le corps blindé mécanisé avec un format final de 200 chars Leclerc, 109 canons Caesar, 300 véhicules blindés Jaguar et 1.000 véhicules blindés de l'aide à l'engagement. La disponibilité des équipements, de 60 % en moyenne, devrait monter à 90 %. Leur capacité de régénération, à savoir leur entretien programmé, sous-budgétée pendant des années, remonte depuis 2019 à raison de 4,2 Md€/an. La répartition de la maintenance, actuellement de 90% par l'armée de Terre et de 10 % par les industriels, devrait passer à 60 %-40 % à terme. En outre, les groupes Nexter (armement), Arquus (véhicules) et Thales (électronique) augmentent leurs cadences de production. Les munitions sont standardisées OTAN, mais chaque

pays demandeur est soumis au bon vouloir du vendeur, en l'occurrence les États-Unis, qui réserveront leurs stocks en priorité à leurs propres troupes.

Loïc Salmon

Guerre : complexité des approches politique et militaire

Armée de Terre : opérations et relations internationales

Défense : la mort, au cœur de la singularité militaire